(N° 47.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 27 MARS 1896.

Proposition de Loi modifiant le recrutement des jurys de Cours d'assises. (Mise en harmonie du corps des jurés et du corps électoral; admission des ouvriers aux fonctions de juré.)

(Voir le n° 41, session de 1895-1896, du Sénat.)

DÉVELOPPEMENTS.

I

L'extension du corps électoral, consacrée par des lois récentes, a fait disparaître les bases censitaires de l'organisation politique. La présomption de capacité sur laquelle s'appuyait cet ancien privilège n'existe plus. Désormais, avec l'octroi du droit de vote universel, le pays légal est officiellement composé de tous les citoyens. Telle est, malgré des graduations passagères, la signification fondamentale du système de suffrage plural.

Or, le Jury, expression symbolique de la conscience sociale, représenté dans le drame judiciaire, comme le chœur du théâtre antique, la société telle qu'on la reconnaît officiellement. Sous le régime censitaire, le choix des jurés se faisait exclusivement suivant un procédé censitaire. C'était logique. Mais, depuis qu'un agrandissement du corps électoral a déplacé ces limites, un agrandissement correspondant du corps des jurés s'impose. L'avis des citoyens nouveaux doit être entendu non seulement dans les élections, mais encore sur le terrain judiciaire, notamment à propos des contestations politiques. La conscience sociale doit s'étendre pour le jury comme pour l'électorat et, ces réformes étant connexes, leur adéquation parfaite est indispensable à l'harmonie de nos lois.

Certes, un système absolument conforme aux exigences démocratiques serait hautement désirable. Mais, en présence des divergences de vues par lesquelles il ne manquerait point d'être accueilli, il nous paraît plus sage d'adopter un système transitoire et transactionnel qui puisse assurer au projet l'appui même des esprits conservateurs et faire apprécier si vraiment ceux-ci veulent, dans le domaine du

pouvoir judiciaire, donner satisfaction à ceux de leurs concitoyens qui, par la force des choses, ont été appelés à la vie publique *dans le domaine du pouvoir législatif* et qu'ils ont, de temps immémorial, admis par l'armée *dans le domaine du pouvoir exécutif*, mais en leur imposant la lourde charge du service militaire. Car c'est une chose curieuse comme on admet aisément que le peuple est apte à tous les DEVOIRS, et comme on admet difficilement qu'il est apte à tous les DROITS.

Nous avons été jusqu'à l'extrême limite des concessions possibles et nous comptons que, devant cette attitude conciliante, le Gouvernement et les Chambres s'associeront à une œuvre de justice et de pacification des esprits.

*
* *

Le projet conserve dans son ensemble la loi d'organisation judiciaire de 1869 et se borne à modifier la rédaction de quelques articles. Cette transformation accorde aux éléments nouveaux du corps électoral une place dans le recrutement des jurés. La catégorie des ouvriers s'ajoute aux anciennes catégories censitaires. Elle en demeure séparée sur les listes afin qu'elle puisse composer par moitié le jury de jugement. C'est le moyen d'obtenir une représentation commune, le système d'élimination préalable, des choix sur les listes et des récusations pouvant, sinon, aboutir à une suppression indirecte de la réforme proposée.

Cette transformation, bien que légère au point de vue du texte, appelle en réalité le peuple entier à l'exercice du pouvoir judiciaire dans les jurys. Désormais l'ouvrier auquel on a reconnu le droit d'exprimer, par sa conscience d'électeur, ses opinions législatives, aura le droit d'exprimer également, par sa conscience de juré, ses opinions judiciaires.

*
* *

On a reproché à la masse ouvrière de n'avoir pas le sentiment de la légalité. Si cette imputation était fondée, rien ne pourrait mieux que les fonctions de juré y faire pénétrer la religion des nécessités légales.

Tocqueville a dit : « Le jury sert à donner à l'esprit de tous les citoyens une partie des habitudes de l'esprit du juge, et ces habitudes sont précisément celles qui préparent le mieux le peuple à être libre. Il répand dans toutes les classes le respect de la chose jugée et de l'idée du Droit. »

*
* *

Comme le disait Faure dans son rapport sur le Code d'instruction criminelle : « L'institution du jury est bonne ou mauvaise selon que les jurés sont bien ou mal choisis. »

Si on a beaucoup médité de l'institution du jury, c'est qu'on a rejeté sur le principe excellent qui l'avait fait naître les vices constitutionnels de son organisation et de son recrutement. Quand il ne représente qu'une fraction de la société, il est forcément arbitraire et étroit dans ses décisions.

Montesquieu l'avait déjà compris : « La puissance de juger ne doit pas être donnée à un Sénat permanent, mais exercée par des hommes tirés du corps du peuple. »

C'est avec cette portée que la loi de 1791 institua un jury d'accusation et de jugement *pris parmi tous les citoyens éligibles*, établissant ainsi la concordance entre l'organisation judiciaire et l'organisation politique.

Mais, avec le Code de 1810 et le régime napoléonien, l'esprit du jury primitif fut faussé au profit d'une politique de domination personnelle, et sous les gouvernements qui suivirent la Révolution, il prit à la fois en France et en Belgique, un caractère censitaire qui correspondait à l'organisation censitaire de la société bourgeoise.

Lorsque, à la suite de la révolution de 1848, le suffrage devint universel, le second empire subit la nécessité de rendre universelle également la participation du peuple à l'administration de la Justice ; supprimant tous les obstacles censitaires, il alla plus loin que le présent projet en conférant à *tous les citoyens âgés de 30 ans* le droit d'être juré.

Nouguier s'exprime à ce sujet dans les termes suivants :

« Cette réforme n'imprime plus à un pouvoir juridictionnel, qui doit avoir un certain caractère de permanence, le caractère mobile des institutions politiques. En agissant ainsi, la loi a fait de l'institution du jury ce qu'elle doit être. Elle a, pour rappeler l'heureuse expression du rapporteur, « affranchi ce grand corps judiciaire qu'on appelle le jury en le plaçant sur sa base logique... ». En reportant la justice dans la région supérieure aux agitations, elle lui a rendu ses garanties et sa dignité. »

En effet, rien n'est de nature à ramener le calme dans les esprits comme une satisfaction équitable à un désir légitime.

Depuis la loi de 1853 l'orientation n'a point varié, ni en France, ni dans les autres pays, et Berthaud put dire à l'assemblée française, à propos de la loi de 1872 qui en répétait le principe : « Les jurés doivent refléter l'esprit de tout le monde contre l'esprit de la magistrature de profession. »

Dans notre pays, au lendemain de la conquête du suffrage universel, comme en France au lendemain de 1848, la question de la participation du peuple à la justice apparaît donc comme une conséquence inévitable de l'élargissement des droits politiques. Or nous sommes encore, à l'heure actuelle, dans la situation de la France avant la loi de 1853.

Le peuple se plaint avec raison de n'avoir aucune part à l'administration de la justice ; cette universelle conviction que l'exercice du pouvoir judiciaire est le patrimoine de tous les citoyens attend la décision de nos Chambres.

II

Voici en leur forme pratique les modifications proposées par le présent projet. Elles n'intéressent que les articles 98, 102, 103, 104, 107, 108 de la loi de 1869 sur l'Organisation judiciaire.

*
* *

L'ARTICLE 98 établit quel est le corps général des jurés parmi lesquels s'opérera le tirage. D'après son texte actuel les jurés sont pris dans deux catégories, également étrangères aux nouveaux électeurs ouvriers, la première, la plus nombreuse, censitaire, l'autre composée de capacitaires et de fonctionnaires supérieurs (1).

Nous proposons d'ajouter à ces deux groupes une catégorie de jurés composée des ouvriers qui font partie du corps électoral près les conseils de prud'hommes, ce qui assurément est d'une modération extrême, ne correspondant pas à ce qui devrait être la solution rationnelle, mais à laquelle nous nous arrêtons par l'espoir de voir la majorité accueillir au moins ce commencement de réforme. Quoi de plus naturel que d'emprunter des juges ouvriers à une institution où on les voit précisément participer à la formation d'un corps judiciaire et y être éligibles comme juges (art. 38 de la loi du 31 juillet 1869)?

La rédaction définitive de l'article 98 serait la suivante (2) :

ART. 98. — « Les jurés sont pris :

A. D'une part :

- 1° Parmi les citoyens portés aux listes électorales et versant au Trésor de l'État en contributions directes la somme indiquée ci-après...;
- 2° Indépendamment de toute contribution, parmi les classes de citoyens ci-dessous désignées... :

(1) ART. 98. — Les jurés sont pris :

1° Parmi les citoyens portés sur les listes électorales et versant au trésor de l'État, en contributions directes, la somme indiquée ci-après :...

2° Indépendamment de toute contribution, parmi les classes de citoyens ci-dessous désignés :

a. Les membres de la Chambre des représentants ;

b. Les membres des conseils provinciaux ;

c. Les bourgmestres, échevins, conseillers communaux, secrétaires et receveurs des communes de 4,000 âmes et au-dessus ;

d. Les docteurs en droit, en médecine, chirurgie, sciences et lettres ; les ingénieurs porteurs d'un diplôme régulier délivré par un jury d'examen, organisé conformément à la loi ;

e. Les notaires et avoués ;

f. Les pensionnaires de l'État jouissant d'une pension de retraite de 4,000 francs au moins.

Ces citoyens remplissent les fonctions de jurés près la Cour d'assises dans le ressort de laquelle est établi leur domicile.

(2) Les parties nouvelles sont indiquées en caractères *gras*.

B. D'autre part :

Parmi les ouvriers qui sont inscrits sur la liste des électeurs près les Conseils de prud'hommes conformément à la loi du 31 juillet 1889 (1).

Les deux catégories A et B ci-dessus forment deux listes séparées. »

Ce dernier point est essentiel. En effet, il importe que le triage qui va suivre ne s'exerce pas au profit d'une seule des deux catégories au détriment de l'autre, car, ainsi que nous le disions plus haut, ce serait supprimer la réforme en fait après l'avoir accordée en droit. Il faut que ce triage se poursuive parallèlement de telle sorte que le jury définitif contienne autant de noms de la liste B que de la liste A.

(1) Voici les articles les plus intéressants de cette loi au point de vue du présent projet :

ART. 1^{er}. — Les conseils de prud'hommes sont institués dans le but de vider, par voie de conciliation, ou, à défaut de conciliation, par voie de jugement, les différends qui s'élèvent soit entre les chefs d'industrie et les ouvriers, soit entre les ouvriers eux-mêmes, dans les limites et selon le mode tracés par la présente loi.

ART. 2. — Par chefs d'industrie on entend : les fabricants, les patrons, les directeurs gérants et les administrateurs d'établissements industriels ou d'art industriel, les entrepreneurs qui emploient leurs ouvriers à un travail industriel, les exploitants, ingénieurs, directeurs ou sous-directeurs des travaux de mines, minières, carrières et usines minéralurgiques, et les armateurs et propriétaires de bateaux de pêche maritime.

Par ouvriers on entend : les artisans, les contremaitres, les ouvriers travaillant dans les ateliers ou pour le compte des chefs d'industrie, et les patrons et pêcheurs inscrits au rôle d'équipage d'un navire de pêche.

ART. 6. — Un collège électoral spécial est formé pour chacun des conseils établis dans ces conditions.

Ces collèges sont composés des électeurs appartenant aux industries ou faisant partie des groupes d'industries pour lesquels les conseils sont établis.

Il est dressé une liste électorale spéciale par collège.

ART. 7. — **Pour être porté sur les listes des électeurs, il faut :**

1° Appartenir à l'une des deux catégories énumérées à l'article 2 ;

2° Être Belge ;

3° Être âgé de 25 ans accomplis ;

4° Être domicilié dans le ressort du conseil depuis un an au moins, et y exercer effectivement son industrie ou son métier depuis quatre ans au moins.

Néanmoins, pourront à leur demande être portés sur la liste électorale de la commune du siège de leur industrie ou de leur métier, quoique non domiciliés dans le ressort, ceux qui justifieront de l'exercice de leur industrie ou de leur métier dans ce ressort depuis quatre ans au moins.

ART. 8. — Ne peuvent être électeurs ni en exercer les droits :

Ceux qui sont privés du droit de vote par condamnation ;

Ceux qui sont en état de faillite déclarée ou d'interdiction judiciaire, ou qui ont fait cession de leurs biens, aussi longtemps qu'ils n'ont pas payé intégralement leurs créanciers ;

Ceux qui sont notoirement connus comme tenant maison de débauche ou de prostitution ;

Ceux qui ont été condamnés, soit à une peine criminelle, soit pour vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs.

L'interdiction dans ce dernier cas sera de vingt ans, à partir du jour où le condamné aura subi ou prescrit sa peine, s'il s'agit d'une peine criminelle, de dix ans s'il s'agit d'une peine correctionnelle.

Le présent article n'est plus applicable, en aucun cas, à ceux qui ont obtenu ou obtiendront un concordat préventif de la faillite.

ART. 9. — L'électorat se constate par l'inscription sur les listes des électeurs.

La condition d'indigénat doit exister avant la clôture définitive des listes, la condition d'âge, avant l'époque où elles servent aux élections.

*
* *

L'article 102 actuel confie à la députation du Conseil provincial le soin de dresser *la liste générale* des jurés.

La rédaction nouvelle serait celle-ci :

ART. 102. — En exécution de l'article 98, la députation du Conseil provincial dresse **les deux listes générales**.

*
* *

Les articles 103, 104, 107 ne subissent d'autres modifications que l'indication de deux listes au lieu de l'unique liste actuelle. Ils deviendraient donc :

ART. 103. — Le président du tribunal, assisté des deux membres les premiers dans l'ordre du tableau, forme **deux listes** de la moitié des noms portés sur **les deux listes générales**; il adresse ces **deux listes**, avant le 1^{er} novembre, au premier président de la Cour d'appel.

ART. 104, alinéa 2. — Les listes ainsi réduites des arrondissements de chaque province sont réunies en **deux listes définitives correspondant aux deux catégories séparées A et B**, pour le service du jury de l'année suivante.

ART. 107. — Avant le 1^{er} décembre **les deux listes** pour le service du jury **sont transmises** par le premier président au président du tribunal du lieu où siège la Cour d'assises.

Nous considérons que le pouvoir arbitraire de biffer de la liste du jury les citoyens qui y figurent — conféré par les articles 103 et 104 de la loi aux magistrats de première instance et d'appel — ne saurait rationnellement être maintenu et doit être tôt ou tard modifié et réglementé. Mais cette question nous a paru étrangère à l'objet spécial du projet de loi et nous ne la soulevons pas pour éviter de compliquer le débat.

*
* *

Reste à tirer au sort, dans les listes définitivement arrêtées, les noms des jurés parmi lesquels on formera à l'audience le jury de jugement.

Ce tirage au sort devra s'effectuer séparément dans chacune des deux listes, de manière à obtenir le même nombre de jurés de chaque catégorie.

ART. 108. — Il est tiré au sort trente noms pour chaque session ou série, **moitié dans chacune des deux listes**; il est tiré en outre quatre jurés supplémentaires, **moitié dans chacune des deux listes**...

On obtient ainsi dix-sept jurés de chacun des deux groupes.

C'est sur ce jury que s'exercent les récusations de la défense et du ministère public et jusqu'à ce moment la séparation subsiste entre les deux catégories. Mais elles sont confondues dans le jury de jugement. C'est la condition d'un triage impartial et de la constitution d'un corps judiciaire qui représente véritablement la nation dans la diversité de ses éléments et par conséquent dans la plénitude harmonique de sa conscience.

PROPOSITION DE LOI.

Les modifications suivantes sont apportées aux articles 98, 102, 103, 104, 107, 108 de la loi du 18 juin 1869 sur l'Organisation judiciaire.

ART. 98. — « Les jurés sont pris :

A. D'une part :

- 1° Parmi les citoyens portés aux listes électorales et versant au Trésor de l'Etat en contributions directes la somme indiquée ci-après...;
- 2° Indépendamment de toute contribution, parmi les classes de citoyens ci-dessous désignées :

B. D'autre part :

Parmi les ouvriers qui sont inscrits sur la liste des électeurs près les Conseils de prud'hommes conformément à la loi du 31 juillet 1889.

Les deux catégories A et B ci-dessus forment deux listes séparées. »

ART. 102. — En exécution de l'article 98, la députation du Conseil provincial dresse **les deux listes générales.**

ART. 103. — Le président du tribunal, assisté des deux membres les premiers dans l'ordre du tableau, forme **deux listes** de la moitié des noms portés sur **les deux listes générales**; il adresse ces **deux listes**, avant le 1^{er} novembre, au premier président de la Cour d'appel.

ART. 104, alinéa 2. — Les listes ainsi réduites des arrondissements de chaque province sont réunies en **deux listes définitives correspondant aux deux catégories séparées A et B**, pour le service du jury de l'année suivante.

ART. 107. — Avant le 1^{er} décembre **les deux listes** pour le service du jury **sont transmises** par le premier président au président du tribunal du lieu où siège la Cour d'assises.

ART. 108. — Il est tiré au sort trente noms pour chaque session ou série, **moitié dans chacune des deux listes**; il est tiré en outre quatre jurés supplémentaires, **moitié dans chacune des deux listes...**

Edmond PICARD.
H. LA FONTAINE.
Paul JANSON.